

Communiqué de presse - Bruxelles, lundi 8 juin 2015

Sommet EU/CELAC : la CIDSE ainsi que plusieurs Organisations de la Société Civile revendiquent la souveraineté des peuples face au modèle commerciale promu par les multinationales.

Une large coalition de mouvements sociaux d'Amérique latine et d'Europe organise trois jours de mobilisation (8-10 Juin) à Bruxelles et à Strasbourg à l'occasion du sommet UE-CELAC (10-11 Juin). Cette large coalition vise à donner de la visibilité aux mouvements de résistances et à renforcer les luttes qui se déroulent dans ces deux régions. En outre, ils mettent en évidence de nouvelles initiatives qui se présentent comme une alternative au modèle commercial et d'investissement promu par les multinationales.

Au cours de cette même semaine, le Parlement européen votera à Strasbourg sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais) entre l'UE et les Etats-Unis.

Les trois jours de mobilisation ont commencé ce matin avec un débat public en présence de représentants des gouvernements, de parlementaires, de représentants de mouvements sociaux et des syndicats qui a porté sur les très contestées politiques d'austérité en Europe; les Accords de libre-échange et les traités bilatéraux d'investissement; les violations des droits de l'homme commises par des multinationales européennes et d'Amérique latine, ainsi que l'accaparement des ressources naturelles à l'échelle mondiale.

Bernd Nilles (Secrétaire général de la CIDSE) a déclaré: "Les chefs d'Etats présents lors du sommet UE/CELAC doivent entendre la voix des peuples affectés par les impacts socio-environnementaux induits par les activités des entreprises multinationales, en particulier dans le secteur de l'industrie extractive. Pour cela, la prochaine négociation sur le traité contraignant des Nations unies est un moment clé".

Maria Fernanda Espinosa (Mission permanente de l'Equateur auprès de l'ONU à Genève) a dit: "Le Conseil de droits de l'homme des Nations Unies a un mandat pour négocier un instrument juridiquement contraignant sur l'activité des multinationales et les droits de l'homme. Il est aujourd'hui cruciale d'avoir tous les États membres autour de la table pour garantir une participation ouverte et constructive à la première réunion du Groupe de travail intergouvernemental (6-10 Juillet) à Genève".

Plusieurs réseaux de la société civile basée à Bruxelles qui travaillent sur les relations UE-CELAC, ont lancé lors de l'événement une [vidéo d'animation](#). La vidéo explique comment la relation commerciale de l'Europe avec l'Amérique latine - principalement basée sur l'extraction de matières premières - contribue à l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, le réchauffement climatique ainsi qu'à des conflits sociaux.

Les organisations de la société civile ont averti à plusieurs reprises sur les dangers que représentent des relations commerciales déséquilibrées, et ont exhorté l'UE à promouvoir des relations plus symétriques contribuant à un respect effectif des droits de l'homme, tout en favorisant des alternatives durables au modèle économique actuel.

Les mouvements sociaux participant aux Journées de Mobilisation ont réitérés leur appel pour un changement dans les relations de pouvoirs qui favorisent l'intérêt des multinationales au détriment de l'intérêt public. Ils ont donc exhorté tous les gouvernements à participer au processus historique

de l'ONU pour la mise en place d'un instrument contraignant sur les activités des entreprises multinationales.

FIN

• INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES :

- Plusieurs réseaux de la société civile basée à Bruxelles qui travaillent sur les relations UE-CELAC ont produit une [vidéo](#) expliquant les conséquences de la politique commerciale de l'UE en Amérique latine (Juin 2015) : <https://vimeo.com/130036707>

- Une alliance d'organisation de la société civile du monde travaille à soutenir le développement d'un instrument international contraignant pour répondre violations des droits de l'homme des multinationales. [Déclaration de l'Alliance pour un Traité disponible](#) (mai 2015).

• CONTACTS

Stefan Reinhold – reinhold@cidse.org – +32 2 233 37 51

• LISTE DES COORGANISATEURS (par ordre alphabétique):

Alternative Information and Development Center (AIDC) Attac Argentina, Brazilian Network on Peoples Integration (REBRIP), Committee for the Abolition of Third World Debt (CADTM), CADTM AYNA., Center of United and Progressive Workers (SENTRO), **CIDSE**, Copenhagen Initiative for Central America and Mexico (CIFCA), Collectif Venezuela 13 Avril, Bruxelles, Comité pour les Droits Humains "Daniel Gillard", Corporate European Observatory (CEO), Ecologistas en Acción, Ingeniería Sense Fronteras, Enlazando Alternativas, Entrepueblos, France America Latina, Food First Information and Action Network (FIAN), Friend of the Earth Colombia (CENSAT) , Friend of the Earth Guatemala (CEIBA) , Friends of the Earth International , Friends of the Earth Latin America and the Caribbean, Friends of the Earth Uruguay (REDES), Global Campaign to Dismantle Corporate Power and Stop Impunity, European Network of NGOs Grupo Sur, Hemispheric Social Alliance (HSA), Institute of Policy Studies- Global Economy Project, Mémoires des Luttes France, Mouvement VEGA, Movement of Peoples Affected by Dams in Brazil (MAB), Observatori del Deute en la Globalització (ODG), Observatorio de Multinacionales en América Latina (OMAL, Paz con Dignidad), Oficina Internacional de los Derechos Humanos - Acción Colombia (Oidhaco), Party of the European Left, Red Latinoamericana sobre Deuda, Desarrollo y Derechos (LATINDADD), Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC), Rosa Luxembourg Foundation Brussels, Solidaridad Suecia - America Latina (SAL), TIYE International (Black, Migrant and Refugee women in the Netherlands), Transnational Institute (TNI), WIDE +, World March of Women.